**Rassemblement contre le COPERMO**

**13h30**

**Parvis de l’Hôpital**

Mesdames Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les agents de l’hôpital de Gonesse,

Mesdames et Messieurs attachés à une offre de soins publique de qualité,

L’hôpital public est en grande difficulté au niveau national et le seul remède prodigué par l’Etat est la saignée : en 2019 les hôpitaux devront réaliser encore 663 millions d’euros d’économies. Les services d’urgences de l’AP-HP sont en grève pour demander les moyens d’assurer des prises en charge de qualité pour leurs patients. Dans notre département, les hôpitaux de Beaumont-sur-Oise et Pontoise luttent contre des fermetures de services de soins.

Partout en France, les personnels hospitaliers se mobilisent contre la logique comptable qui a pris le pas sur l’intérêt des patients, dégrade les conditions de travail des personnels et la qualité de l’offre de soins.

Il y a un an nous avons inauguré ensemble avec la Ministre de la santé ce nouveau bâtiment. Il aura fallu 20 ans d’efforts pour obtenir et pérenniser ce projet de construction qui répond aux besoins d’un bassin de santé de 300 000 habitants. Le bâtiment moderne et esthétique offre de meilleures conditions d’accueil, de prise en charge et d’hébergement pour les patients. Depuis son ouverture, l’activité de l’hôpital a augmenté. Pourtant, jugeant l’hôpital trop endetté par cet investissement nécessaire, l’Etat lui impose un plan de réduction des dépenses, drastique à travers le dispositif COPERMO : comité interministériel de performance et de la modernisation de l’offre de soins hospitalier.

Si des pistes d’économies, de mutualisation et d’amélioration des organisations sont possibles, cela n’aurait aucun sens de payer notre nouvel équipement par des suppressions de postes et de lits ! Un bâtiment neuf c’est bien, des médecins et des personnels en nombre suffisant au service des patients c’est indispensable !

Le plan d’actions proposé dans le cadre du COPERMO prévoit notamment la fermeture de 56 lits de soins et la suppression de 75 postes dans un contexte déjà tendu : attente aux urgences, fermetures temporaires de services faute de personnels, dégradation des conditions de travail et donc de la qualité des prises en charge.

Nous sommes rassemblés aujourd’hui justement parce que nous aimons notre hôpital ! Parce que nous sommes attachés au service public de santé ! Parce nous pensons qu’il faut remettre de l’humain à l’hôpital ! Parce que nous estimons que de meilleures conditions de travail favorisent de meilleures prises en charge !

 Les agents ont parfois le sentiment de faire subir de la maltraitance institutionnalisée faute de moyens humains, ce qui est insupportable pour des femmes et des hommes qui ont choisi de consacrer leur vie professionnelle à prendre soin des autres. Je tiens ici à saluer l’engagement de tous les personnels, médecins, personnels soignants, administratifs et techniques qui assurent leur mission au quotidien animés par le sens du service public.

Je salue la présence des élus du territoire.

Je salue également l’engagement des syndicats de l’hôpital et l’esprit de cohésion dont ils ont fait preuve en se réunissant en intersyndicale pour faire front commun.

En recherchant des économies à court terme, le COPERMO va nuire à l’hôpital en condamnant sa capacité à investir, à recruter et donc à développer de l’activité.

Au plan de rigueur imposé, nous proposons un plan de relance. C’est par le développement de l’activité grâce à la mise en œuvre de projets de médicaux répondant aux besoins des habitants du territoire et par l’amélioration de l’offre de soin, par des recrutements adaptés que nous sortirons des difficultés financières, pas en condamnant l’hôpital à de nouvelles coupes budgétaires. Face à la concurrence des établissements privés qui exploitent les niches rentables en laissant les patients plus précaires et le traitement des pathologies peu rentables à l’hôpital public, nous avons besoin de moyens.

Il faut d’abord enrayer la spirale dangereuse de la dégradation de l’offre de soins et des conditions de travail des personnels. Nous demandons sans attendre la réouverture du service de médecine interne et polyvalente, l’augmentation du nombre de lits d’unité de gériatrie aigue, l’ouverture rapide d’une offre de soins de suite respiratoire et d’oncologie, le développement de l’offre de chirurgie orthopédique, l’ouverture d’une unité de soins palliatifs demandée depuis la fermeture d’Adélaïde Hautval et la création immédiate d’une unité enfant de moins de 12 ans. Ces mesures qui répondent à des besoins de santé concrets, nécessitent des recrutements et des investissements raisonnables au regard du développement de l’activité qu’elles génèreront à court terme.

Il faut ensuite replacer l’humain au cœur de la prise en charge en améliorant les organisations. Pour permettre aux personnels soignants de se concentrer sur leurs missions au service des patients, nous proposons le recrutement d’agents en charge de la gestion et des tâches administratives dénommés logisticiens (anciennement appelés hôtesses). Nous demandons également la stabilisation des équipes favorisant la cohésion et les spécialisations et leur fidélisation avec des mises en stage plus rapides et une politique de formation plus ambitieuse. Nous devons mettre en place un pool de remplacement de jour et de nuit pour pallier aux absences en limitant le recours à l’intérim, très couteux pour l’hôpital.

Il faut évidemment améliorer le service des urgences, je propose la mise en place de consultations simples en soirée et début de nuit relevant de la médecine de ville pour les urgences adultes. L’ouverture des lits d’aval en particulier en médecine et en gériatrie contribuera à limiter les délais d’attente mais d’autres réponses sont nécessaires en relation avec la médecine de ville et la permanence des soins.

Il faut enfin investir à travers l’adoption sans plus tarder du projet médical d’établissement. Il est inacceptable qu’en raison de la procédure COPERMO le Conseil de surveillance n’ait pas pu délibérer sur ce projet médical qui propose des actions à même de développer l’activité de l’établissement.

Pour finir sur les investissements même si la liste est non exhaustive, la réhabilitation de l’EHPAD, de l’unité de soin de longue durée pour les personnes âgées et de la psychiatrie sont indispensables pour garantir la dignité des patients. L’Etat ne peut bloquer tous les investissements qu’il reste à réaliser comme une punition pour avoir bénéficier d’un bâtiment neuf. Les investissements en matériel médical sont tout autant nécessaires. Un hôpital comme celui de Gonesse doit disposer de deux scanners et de deux IRM. Il est regrettable que la direction de l’hôpital ait annulé la procédure engagée pour la seconde IRM.

Nous devons évidemment travailler sur une meilleure articulation entre médecine de ville et offre hospitalière, réussir la reconversion de l’ancien site de l’hôpital grâce à l’aide promise par la ministre que nous attendons toujours.

IL faut sortir de la seule logique comptable dans laquelle le ministère de la santé veut nous enfermer. Il y a des économies à réaliser certes ! Il y a aussi dans le projet de la direction des dépenses inutiles à refuser comme la création d’un hôtel hospitalier. Il y a enfin des dépenses à renégocier pour desserrer la contrainte financière. Je demande que soit étudiée les conditions d’allongement des durées d’investissement comme l’envisage la réglementation. Je demande aussi la prolongation de l’aide de l’ARS à la prise en charge partielle du remboursement de la dette par le moyen du Fonds Régional d’Investissement (FIR).

Au mois de juin, le conseil communautaire de l’agglomération Roissy Pays de France, le Conseil municipal de la Ville de Gonesse mais aussi d’autres conseils municipaux du territoire voteront des motions dans ce sens. J’espère que la ministre entendra le message de refus des propositions actuelles et de la nécessité d’examiner nos propositions.

Le plan d’actions alternatif que nous proposons sera présenté et débattu au prochain Conseil de Surveillance. Nous le porterons ensuite jusqu’au ministère.

L’appel à la mobilisation citoyenne se fera également par le biais d’une pétition.

Nous sommes déterminés.

Vive le service public ! Vive l’hôpital public ! Vive l’hôpital de Gonesse !